

# S.F.R.D. 77 Section Fédérale des Retraités

## Contact retraité·e·s FSU77

Edito

### GARDONS LE CONTACT ET RESTONS VIGILANTS !

La période que nous traversons toutes et tous depuis plusieurs mois maintenant est particulièrement déprimante et anxiogène. L'horrible agression de Samuel Paty, professeur assassiné pour avoir enseigné la liberté d'expression, ainsi que les attentats de Nice et de Vienne qui ont suivi, sont venus ébranler l'ensemble de la société et noircir encore un peu plus le tableau. Mais c'est aussi l'incompréhension et la colère qui l'ont emporté quand les enseignants se sont vu confisquer, par le ministre de l'éducation, le temps collectif de réflexion initialement prévu en ce 2 novembre pour rendre hommage à leur collègue.

Après un premier confinement qui a sidéré l'ensemble de la population voici donc le second qui, même « allégé », soulève davantage de questions quant à sa pertinence et son efficacité. Là encore, c'est surtout l'impréparation du pays par rapport à l'arrivée de la deuxième vague de l'épidémie qui questionne et provoque la colère : situation inchangée des hôpitaux, mise en place des protocoles sanitaires dans les écoles avec consignes contradictoires et le plus souvent impossibles à appliquer matériellement, incessants revirements du gouvernement sur des décisions prises sans réelle concertation...

En ces temps de crise sanitaire, sociale et économique, les discours sur les retraité·e·s sont eux aussi tout à fait anxiogènes, multiples et contradictoires. En effet, face à l'épidémie les personnes de plus de 65 ans sont déclarées particulièrement « vulnérables » et il faut donc les protéger. Pourtant ce sont ces mêmes personnes qui ont été abandonnées si l'on s'en réfère à la gestion déplorable et catastrophique des personnes âgées dans les EHPAD, lors du premier confinement, ainsi que dans la discrimination dont elles ont été victimes pour l'admission en réanimation dans les hôpitaux. Par ailleurs cette même catégorie, dès que l'on passe de personnes âgées à retraité·e·s, est qualifiée de « privilégiée » et « d'égoïste » par des personnalités publiques dont les propos sont diligemment re-

layés par certains médias. L'opposition intergénérationnelle devient à nouveau le fer de lance de ces éditorialistes cyniques qui opposent le droit à l'accès au soin des « vieux » avec la mise au chômage des plus jeunes et de ces « penseurs éclairés » qui demandent une baisse des pensions et une nouvelle augmentation de la CSG. Les retraité·e·s étaient déjà dans le collimateur de nos gouvernants avant la crise sanitaire et ils le demeurent après, comme en témoignent les différentes annonces à propos du projet de loi du financement 2021 de la sécurité sociale.

Face à ces discours qui se veulent alarmistes et culpabilisants, il nous faut résister ! Ce n'est pas facile en ces temps perturbés. L'impossibilité de se déplacer librement, de se rencontrer, de se rassembler, la difficulté à se « connecter » pour certain·e·s, renforcent le sentiment d'isolement.

Face aux nouvelles régressions annoncées, notamment concernant une baisse des pensions, mais aussi les attaques en règle contre la Sécurité Sociale, qui nous touchent tous, actifs et retraités, il nous faut réagir !

C'est dans cet esprit que s'inscrit ce bulletin SFR 77 : pour garder le contact et vous informer sur ce qui continue à se jouer au-delà de la crise sanitaire, pour faire entendre notre parole de retraité·e·s, avec notre fédération FSU et au sein du groupe des 9.

Revendiquons haut et fort la dimension sociale des citoyens que nous sommes malgré les politiques des gouvernements successifs qui se sont attachées, au fil des années, à nous dénier ce statut. Refusons d'être réduits au rôle de simple variable d'ajustement ! Refusons que l'on continue à parler à notre place en nous infantilisant ou en nous méprisant.

**Gardons le contact ! Restons informés, actifs et vigilants !**

Colette CATTEAU

**Retrouvons-nous le 7 janvier 2021  
pour une Assemblée Générale de retraité·e·s  
en visio conférence  
(voir modalités en page 4)**

# La sécu : une si jeune dame de 75 ans !!!

En 2020 nous commémorons les 75 ans de l'ordonnance du 4 octobre 1945 qui instaura la sécurité sociale suite aux recommandations du Conseil National de la Résistance dans son programme « Les Jours Heureux ».

La sécu a pour but de «...Garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, de couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent...».

Cotiser selon ses moyens et recevoir selon ses besoins : c'est un projet de société qui ne concerne pas que la protection sociale. Le programme du Conseil National de la Résistance comportait aussi, entre autres : « l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie, le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ».

On voit, avec la pandémie de Covid 19, les dégâts de la mondialisation libérale, des délocalisations, de la privatisation des secteurs essentiels de la recherche et de l'industrie du médicament, de la casse des hôpitaux et du service public de santé.

La problématique de la renationalisation, de l'appropriation sociale, revient dans le débat.

Ambroise Croizat disait : « Ne parlez pas d'acquis sociaux mais de conquies sociaux, parce que le patronat ne désarme jamais. » Exact, et plus d'actualité que jamais. Après Denis Kessler et son « Adieu 45 » un vice-président du MEDEF a osé déclarer : « la sécurité sociale de 1945 n'est plus soutenable. » Au nom du gouvernement, Mme Buzyn, alors ministre, les paraphrase : « Un système de santé à bout de souffle, pensé à la sortie de la 2ème guerre mondiale... Nous sommes arrivés au bout ...[Il faut] construire autrement notre protection sociale ... vers un « nouveau filet de sécurité sociale »...

Le MEDEF, le gouvernement, n'ont pas parlé au hasard. C'est un projet à la fois d'étatisation et de privatisation de la protection sociale qu'ils veulent mettre en place.

Le combat est rude car il y a d'énormes enjeux. Le budget de la sécurité sociale dépasse 500 milliards d'€ qui ne passent pas par les assurances, les marchés financiers, marchés qui ne peuvent pas prélever leur dîme au passage.

Le combat est rude car l'enjeu est de modifier le partage entre salaires et dividendes. Le projet de loi de financement de la sécurité sociale disait dès 2018: « Les exonérations de cotisations sociales sont les formes les plus récentes de réduction du coût du travail. » Ces exonérations de cotisations sociales, que l'État ne compense plus, se montaient déjà à 63 milliards avant Covid. Le patronat en réclamait 100 milliards de plus.

Le combat est rude car ce sont les salariés et les retraités qui payent la note et ceci sous deux formes : d'abord par le poids croissant de la fiscalité (CSG, CASA...) puis par l'augmentation des complémentaires santé.

A la FSU nous revendiquons une réforme en profondeur du financement de la sécurité sociale assis sur les cotisations ; nous refusons le transfert des dettes COVID de l'état vers la sécu : 136 milliards d'euros qui mettraient ses comptes dans le rouge pour plus de 10 ans et justifieraient de nouvelles régressions au nom du célèbre « trou » de la sécu .

Nous voulons la prise en charge à 100% des dépenses de santé et de la perte d'autonomie dans la branche maladie.

Les fondamentaux de la sécurité sociale sont plus d'actualité que jamais. Ce qui n'était qu'une perspective, qu'une anticipation, dans la France dévastée de l'après-guerre, risque maintenant d'être réalisé. C'est le sens de l'appel « Pour une sécurité sociale du XXI<sup>ème</sup> siècle » publié sur le site [www.convergence-sp.fr](http://www.convergence-sp.fr)

Jean-Bernard SHAKI

## Cherchons vaccin contre le virus de la spéculation

### 5 560 000 dollars en 24h !...

Selon un document de la « Securities and Exchange Commission », le gendarme financier américain, Albert Bourla, PDG du groupe pharmaceutique américain Pfizer a vendu pour 5,56 millions de dollars d'actions le jour de l'annonce de résultats prometteurs pour le candidat vaccin.

« La vente de ces actions fait partie de la planification financière personnelle du Dr Bourla et d'un plan préétabli (10b5-1), qui permet, selon les règles de la SEC, aux principaux actionnaires et aux initiés des sociétés cotées en bourse de négocier un nombre prédéterminé d'actions à un moment donné », a réagi la société...

Circulez bonnes gens, tout est normal ... Et révoltez-vous contre ces retraités gloutons qui affament le pays en roulant sur l'or de leurs pensions.



## Les retraités ont bon dos !

La crise sanitaire actuelle est un révélateur cruel et brutal.

On découvre « en grand format » ce que signifient « emploi précaire », travail en CDD et autres « missions d'intérim », qui envoient des centaines de milliers de personnes à la case chômage... dont l'indemnisation a subi une telle purge que le gouvernement Macron doit, de mois en mois, différer la mise en œuvre de sa réforme tant ses effets seraient dévastateurs.

« Autoentrepreneurs », sans couverture sociale, jeunes sans « petit boulot » pour payer leurs études sont plongés dans la misère et doivent se tourner vers les organismes caritatifs.

Qui est responsable de cette crise et de son cortège de drames ?

Les politiques néolibérales que nous dénonçons et combattons depuis des années ? Ceux qui ont saccagé le Code du Travail, détruit les Services Publics et l'emploi ?

Vous n'y êtes pas !

Christophe Barbier sur LCI, (4 mai 2020) vous donne la réponse : « pour sauver quelques vies de personnes âgées, on va mettre au chômage des millions de gens » !

Les hôpitaux craquent de toute part sous l'afflux de patients en réanimation. Les soignants, « héros » encensés -y compris par Macron- en mars sont à bout de souffle.

Qui est responsable ?

Ceux qui ont instauré le numéris clausus, jamais réellement remis en cause ? Ceux qui ont fermé 69 000 lits ces 15 dernières années (dont 4 000 durant le quinquennat Macron) ?

Vous n'y êtes pas !

Christian Gollier vous donne la réponse dans le Monde du 4 novembre 2020 : « les personnes de 65 ans et plus représentent 3 hospitalisations COVID sur 4 » (...): « pourquoi confiner les jeunes et les actifs pour protéger les personnes vulnérables, alors que confiner directement ces der-

nières serait à la fois plus efficace d'un point de vue médical et beaucoup moins coûteux d'un point de vue économique ? »

Nous voilà bien loin des déclarations ministérielles vantant récemment encore le « vivre ensemble » et les bienfaits d'une société intergénérationnelle...

Et, au fait, pourquoi « le pays s'est arrêté » ?

À cause des personnes âgées ? Ou à cause du manque de masques dont « on » n'avait pas renouvelé les stocks ? Ou à cause des



laboratoires pharmaceutiques délocalisés en Inde ou en Chine, ce qui a rendu la France incapable de fournir les tests nécessaires ?

Loin de s'interroger sur les vraies responsabilités, nos médias bien-pensants, « à la botte de leurs propriétaires », ont trouvé une cible, responsable de tous les maux : les personnes âgées et les retraités !

Vous pensez que l'on exagère ?

La palme revient sans doute (?) à un proche conseiller d'Emmanuel Macron, Hakim El Karoui.

Ce grand ami des retraités et personnes âgées déclare dans le blog du Figaro : « La génération du baby-boom, qui a fait peu d'enfants, aurait dû épargner pour le financement de ses retraites, sa-

chant que le nombre d'actifs par retraités allait s'effondrer. Non seulement elle ne l'a pas fait, mais elle a endetté l'État sans mesure. Les baby-boomers ont inventé la solidarité à l'envers: des pauvres endettés (les jeunes) vers les riches qui vivent à crédit (les baby-boomers). »

Si l'État (qu'il confond avec la Sécurité Sociale) est endetté ce n'est bien sûr pas dû aux cadeaux fiscaux aux plus riches, ni aux exonérations de cotisations non compensées... c'est encore à cause des retraités !

Pour préciser sa pensée, Hakim El Karoui a une idée lumineuse : les retraités devraient « par solidarité entre générations » accepter une baisse temporaire de leurs pensions...

Voilà une grande idée de génie : baisser les pensions ! Plumer les retraités !

On pourrait rétorquer que les anciens n'ont pas été si bien protégés que cela si l'on se réfère aux hécatombes dans les EHPAD. Mais plus encore, il convient de rappeler à notre polytechnicien à quel point les retraites ont subi d'attaques et de baisses.

Pour conserver une retraite sensiblement au même niveau qu'en 1990, en 2018, les fonctionnaires d'État ont dû travailler 4 ans et 7 mois de plus.

Quant à l'actualisation des pensions, initialement indexées sur la valeur du point d'indice pour suivre les traitements, depuis 2003 (réforme Fillon) elles sont théoriquement indexées sur les prix hors tabac. Mais au fil des ans, les actualisations qui initialement anticipaient sur l'inflation se sont contentées de la suivre... avec un an de retard... Mais seulement quand cela était « possible » selon le gouvernement en place...

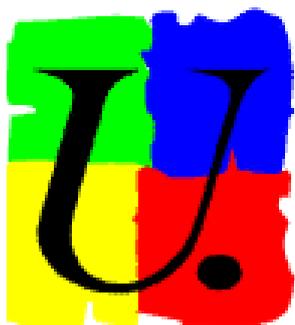
- +0.3% au 1er janvier 2020 (1% si pension inférieure à 2000€) alors que l'inflation a été de 1,6%  
- 0% au 1er janvier 2019... etc.

Et que dire des prix qui flambent avec la crise ?...

(suite page 4)

**F.S.U.77**  
**S.F.R.**

*2, rue de Varenne*  
*77 000 - MELUN*



## **Jeudi 7 janvier : retenez votre matinée !**

de 10 h à 12h , en visio conférence

### **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de la SFR FSU 77**

(SECTION FÉDÉRALE DES RETRAITÉ·E·S FSU de SEINE-ET-MARNE)

Avec la contribution de **Claude RIVÉ**, co-animateur de la SFRN FSU

#### **Ordre du jour :**

- Point d'actualité générale par **C. RIVÉ**
- Débat avec les participants
- Point sur l'état de la Santé et l'accès aux soins en Seine-et-Marne par **B. LIOURE**
- Echanges/débat avec les participants

#### **Comment participer à l'AG ?**

Inscrivez-vous en communiquant votre adresse électronique à

**Martine GOZARD** <[martine.gozard@wanadoo.fr](mailto:martine.gozard@wanadoo.fr)>

qui vous fera parvenir le lien de connexion en temps utile

(suite de l'article P. 3)

La DREES (branche « études sociales » de l'INSEE) note : « Sur longue période, entre 2008 et 2018, la pension brute des assurés ayant déjà liquidé leurs droits à retraite en 2008 a diminué, au total, de 3% en euros constants. »

La DREES note encore que les pensions nettes ont diminué plus que les pensions brutes en raison des prélèvements (CASA, CSG).

A ces baisses, il conviendrait aussi de rajouter les cotisations des complémentaires santé dont le prix ne cesse d'augmenter (Cf. MGEN : +1.6% au 1er janvier 2021).

**Défendre nos pensions est indispensable !**

En premier lieu, parce qu'elles ne sont pas une largesse des pou-

voirs publics mais un dû, un droit acquis au prix de nos cotisations.

Ensuite, parce que les pensions sont, pour l'essentiel, immédiatement réinvesties dans la consommation et contribuent ainsi au nécessaire redémarrage de l'économie...

Savez-vous par exemple que 30% des jouets sont achetés par les retraitées ?

**Le Covid-19 n'est pas le seul virus...**

Il en est bien d'autres qui guettent les actifs.ves comme les retraité.es, soufflant la haine et le mensonge pour opposer les générations.

**Solidaires et ensemble, combattons-les avec détermination et défendons notre pouvoir d'achat.**

Bernard LIOURE



#### **Dans ce numéro :**

Édito	Page 1
Sécurité Sociale	Page 2
Défendons notre pouvoir d'achat	Pages 3 et 4
Prochaine AG SFR-FSU 77	Page 4
Pétition « la santé en Seine-et-Marne »	Pages 5 et 6

**Il est toujours temps de signer en ligne la carte-pétition au Président de la République**

**« Ne touchez pas au pouvoir d'achat des retraités ! »**

Pour cela, rendez-vous sur le lien suivant : <http://chnq.it/5HDCZ4JrQh>

# BULLETIN DE SANTE SEINE ET MARNAIS

au 20 novembre 2020

La pandémie COVID 19 en aura fait la démonstration grandeur nature (et tragique !) : la fermeture de milliers de lits résultant des mesures répétées d'austérité renforcée dans les hôpitaux, n'a en rien permis au système de santé de notre pays de faire face à une crise sanitaire d'ampleur.

« Etonnant, non ? » aurait dit Desproges.

Ce constat de la situation déplorable de notre hôpital public, les soignants de diverses organisations syndicales l'avaient pourtant établi depuis longtemps. Et dénoncé vigoureusement à de nombreuses reprises, pas plus tard que l'hiver dernier, sans autre résultat que des coups de matraques. Il n'en a pas moins pris au dépourvu le gouvernement Macron, le contraignant à deux confinements successifs (pour l'instant...) aux conséquences ravageuses pour le pays.

Les cadeaux somptueux faits au privé dans le cadre des PPP (Partenariats Public-Privé), notamment dans le domaine de la santé, n'étaient à l'évidence pas destinés à bénéficier aux malades et aux personnels de l'Hôpital qui, depuis des mois, affrontent le virus, seuls et démunis.

Un temps, Emmanuel Macron a paru être victime d'un accès de lucidité. Il déclarait ainsi le 12 mai dernier : « la santé gratuite et notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables. Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. » Edouard Philippe, pour sa part, dénonçait fin mai « la sempiternelle baisse des budgets de la santé » et ceux qui ont « demandé à l'hôpital de faire toujours mieux avec moins ». Mais l'un et l'autre se sont rapidement ressaisis et le Ségur de la Santé a accouché d'une souris.

Et pendant ce temps... les affaires, benoîtement, continuent. Comme dans notre département, où le GHEF (Grand Hôpital de l'Est Francilien) lance un grand projet de réhabilitation de l'hôpital de Meaux (Le Parisien du 10 novembre) qui se soldera par... une quarantaine de lits d'hospitalisation en moins ! MAIS... qui donnera aussi le jour à un « hôtel hospitalier » privé (c'est tendance, ça se fait beaucoup à l'étranger. Alors !...) dont « le but est de réduire au maximum la présence des patients dans l'établisse-

ment hospitalier ». On ignore à ce jour si le parking de 500 places sera ou non payant.

On prend les paris ?...

Pour ce qui concerne la médecine dite de ville, en 2013, un document très officiel du conseil départemental « l'Atlas des Solidarités » établissait -déjà- un état très préoccupant voire désastreux du nombre de médecins généralistes rapporté au nombre d'habitants et de leur non-remplacement qui plaçait le département au 92<sup>ème</sup> rang national.

Qu'a-t-il été proposé pour remédier à cette situation ? Des aides financières aux étudiants qui s'engageaient à exercer sur le territoire, des soutiens à l'installation de regroupements de professionnels (maisons de santé pluridisciplinaires).

Résultat, malgré ces soutiens homéopathiques ?

La Seine et Marne est passée du 92<sup>ème</sup> au 95<sup>ème</sup> rang national !!!

Quels nouveaux remèdes, alors, pour faire face à cette pathologie persistante ?

Rien de bien nouveau en dehors des cabines de télé-médecine ; au nombre de 3 pour suppléer au déficit crucial de médecins généralistes... Ce ne peut être qu'une solution à court terme. Rien ne peut remplacer le contact humain et la relation directe avec un professionnel de la santé. Question de confiance !

Alors, pourquoi les traitements proposés par nos organisations demeurent-ils inaudibles aux élus, aux responsables politiques ? (cf. la pétition)

Pourquoi devrait-on accepter que la Seine et Marne soit un territoire « oublié » alors que sa démographie est sans cesse croissante ?

Il faut nous faire entendre plus massivement et donner suite au 29 février dernier. Ce jour-là, à VAUX-LE-PENIL, une réunion-débat organisée à l'initiative de l'intersyndicale des retraités de Seine-et-Marne, avait été l'occasion de mettre en lumière la situation particulièrement catastrophique de notre département en matière de santé. Il s'avère en effet qu'en ce domaine - tout comme dans celui de l'Education Nationale - le 77 détient le triste privilège d'occuper la dernière place au classement des départements métropolitains.

**Signez et faites signer la pétition au verso !!!**

- soit en ligne, en cliquant sur le lien <http://chng.it/W9zB5n7Yqt>

- soit en la retournant à l'adresse suivante :

**SFR FSU 77, 2 rue de la Varenne -77000 MELUN**

